



**REPONSE DES FEDERATIONS DES ELD EN TANT QUE GRD A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-003 DU 15 FEVRIER 2018 RELATIVE A LA PRISE EN COMPTE DE L'AUTOCONSOMMATION DANS LA STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE**

Les fédérations des ELD souhaitent remercier la Commission de régulation de l'énergie d'avoir organisé, durant ces derniers mois, de nombreux temps d'échanges et de partages sur l'autoconsommation. Elles y ont contribué pleinement et souhaitent continuer à participer aux réflexions en cours en répondant à la présente consultation.

**Question n°1 : avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?**

Réponse : Ce n'est pas tant ces principes, légitimes et justes, qui peuvent poser problème que leur application, qui laisse place à interprétation.

A titre d'exemple, le critère de « progressivité » implique selon nous de commencer dès maintenant à faire évoluer la structure du tarif afin d'accompagner l'essor des nouveaux usages (production décentralisée, autoconsommation) vers une nouvelle répartition entre la part fixe et la part énergie, comme expliqué dans la réponse à la question n°3.

Au-delà des critères et principes listés dans le document de consultation, un principe de « prévisibilité » est légitime pour donner une vision de long terme aux autoconsommateurs. En effet, les autoconsommateurs qui s'engagent sur des durées longues doivent savoir dès aujourd'hui qu'ils auront, au fur et à mesure que l'autoconsommation se développera, davantage à contribuer au financement des services assurés par le réseau de distribution. Par conséquent, il nous semble important que la Commission de régulation de l'énergie envoie dès maintenant un signal en ce sens aux autoconsommateurs. Ce signal pourrait constituer en la création d'une composante autoconsommation que l'on appelle de nos vœux (cf. question n°3) qui pourrait être, dans un premier temps, fixée à une valeur nulle.

**Question n°2 : êtes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?**

Réponse : Nous sommes favorables à ce maintien dans la mesure où une composante « autoconsommation » assurera que les autoconsommateurs financent les services assurés par le réseau dont ils bénéficient (cf. question n°3).

En outre, les ELD souhaitent réagir sur l'exposé de la CRE qui affirme que le réseau HTA est dimensionné pour les 2000 h de l'année les plus chargées. Les ELD sont en désaccord sur ce point car le réseau HTA comme le réseau BT est dimensionné pour la pointe de consommation. Le plan de tension en particulier doit être maintenu chaque minute de l'année.

La production photovoltaïque, qui sera l'essentiel de l'autoconsommation, n'est pas une production hivernale et ne présente pas de foisonnement au niveau local (à l'échelle du RPD). En conséquence, l'impact de l'autoconsommation photovoltaïque sur la pointe sera extrêmement marginal, les gains sur les investissements réseaux quasiment nuls, et les gains sur l'exploitation très faibles.

**Question n°3 : quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?**

Réponse : Comme indiqué à de multiples reprises par les fédérations des ELD et l'ADEeF, les réseaux publics de distribution apportent de nombreux services<sup>1</sup> à tous les utilisateurs de réseau, qu'ils soient ou non autoconsommateurs.

Les coûts de ces services sont très majoritairement des coûts indépendants de l'énergie transitée dont l'origine principale provient de la puissance soutirée ou injectée par les utilisateurs de réseau. Indépendamment du sujet de l'autoconsommation, les ELD soulignent de façon constante et depuis de nombreuses années, que le poids relatif de la part puissance dans les tarifs d'utilisation des réseaux est nettement inférieur au poids relatif de la part puissance dans les coûts.

Il faut également remarquer un effet de distorsion entre les utilisateurs de réseau injecteurs et les utilisateurs consommateurs du fait que les « injecteurs » ne payent pas les services apportés par le réseau.

Comme développé en réponse à la question 2, les autoconsommateurs ne permettent pas de diminuer les coûts du réseau. Dans son document de consultation, la Commission de régulation de l'énergie indique qu'elle ne dispose pas d'éléments et d'études permettant de mesurer les éventuels risques ou bénéfices de l'autoconsommation sur le réseau. Néanmoins, sans disposer d'études, il semble évident que l'autoconsommation est principalement permise par des installations photovoltaïques qui fonctionnent le jour et très majoritairement en période estivale. Autrement dit, non seulement l'autoconsommation ne permet pas de diminuer la consommation à la pointe mais le profil de consommation des autoconsommateurs est plus fortement saisonnalisé (consommation standard en hiver et faible voir nulle en été) que le profil d'un consommateur classique.

La question se pose donc de répartir au mieux les coûts entre les utilisateurs de réseau en fonction de leur usage des services du réseau susvisés. Etant donnée la constitution des coûts très peu dépendante de l'énergie transitée, une étape prioritaire consiste à augmenter dans le tarif d'utilisation du réseau le rapport entre la part puissance du tarif et la part énergie, et dans un deuxième temps d'intégrer dans ces tarifs un terme fixe pour rémunérer les services réseaux qui ne sont pas liés à la souscription de puissance comme par exemple l'apport de puissance de court-circuit rendu indispensable par le développement de l'électronique de puissance. Ce besoin, déjà présent indépendamment de la production locale, est renforcé par l'autoconsommation : le signal prix ainsi diffusé serait cohérent avec les coûts engendrés. Il inciterait les consommateurs à réduire les pointes de soutirages et limiterait les transferts de charges entre catégories d'utilisateurs. Par ailleurs, les ELD sont plutôt favorables à un TURPE entièrement saisonnalisé mais cette disposition apparaît comme secondaire (en

---

<sup>1</sup> Services : garantie de desserte ; accès à une puissance garantie en permanence avec une fiabilité de 99,99% ; acheminement d'énergie en soutirage comme en injection, avec la possibilité de choisir son fournisseur et la possibilité de valoriser le surplus de production autoproduite ou de la partager avec ses voisins ; mise à disposition de données fiables et sécurisées ; accès à une puissance de court-circuit permettant le fonctionnement des protections individuelles ; compensation à chaque instant des variations de production locale pour les autoconsommateurs ; onde électrique stabilisée en tension et en fréquence.

comparaison du rééquilibrage part fixe/part variable du TURPE) et ne pourra être mise en œuvre qu'une fois l'ensemble des compteurs Linky déployés.

Ainsi, les fédérations des ELD proposent une composante « autoconsommation » pour les autoconsommateurs dépendant de la puissance installée de la production et de la puissance souscrite du point de livraison. Cette composante serait facturée à tous les autoconsommateurs individuels et collectifs pour maintenir l'égalité de traitement des deux catégories.

**Question n°4 : êtes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?**

Réponse : Les composantes de comptage et de gestion nous semblent, en niveau, adaptées au contexte actuel de l'autoconsommation individuelle.

Dans un contexte où la Commission de régulation de l'énergie propose l'élaboration, pour les autoconsommateurs, d'un contrat unique « injection » en plus du contrat unique « soutirage », nous proposons de dissocier la composante de gestion spécifique pour les autoproducteurs en deux composantes de gestion distinctes :

- Soutirage : une composante de gestion standard qui couvrirait les coûts liés à la relation fournisseur-GRD ;
- Injection : une composante de gestion à déterminer, et dont le niveau pourrait être fixée en adéquation avec le niveau actuel de la composante de gestion spécifique, qui couvrirait les coûts liés à la relation qu'a le GRD avec l'acheteur de l'électricité injectée sur le réseau par l'autoproduiteur.

Cette dissociation, qui pourrait n'avoir aucun impact sur le montant qu'acquitte actuellement un autoproducteur, aurait le mérite d'identifier les différents coûts, d'affiner le signal prix et surtout de simplifier grandement la gestion de la facturation. Les coûts liés aux développements des systèmes d'information en seraient fortement diminués.

**Question n°5 : êtes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?**

Réponse : Les ELD considèrent que la solution proposée par la CRE, si elle est intéressante d'un point de vue conceptuel, est complexe à mettre en œuvre pour les GRD (avec donc des coûts de gestion importants) et surtout extrêmement complexe à appréhender pour les autoconsommateurs.

La complexité de la mise en œuvre de la solution proposée par la Commission de régulation de l'énergie doit être comparée à la solution que les fédérations des ELD proposent à la question n°3, applicable aussi bien à l'autoconsommation collective qu'individuelle, et qui s'avère beaucoup plus facile à mettre en œuvre par les GRD et à comprendre par les autoconsommateurs.

L'obligation de basculer à l'un des nouveaux tarifs à quatre index s'avère difficile à mettre en œuvre. D'une part, elle oblige à multiplier les contacts entre GRD et fournisseurs pour le bon phasage de

l'opération. D'autre, part, elle créera inévitablement des discriminations entre consommateurs. En effet, lorsque la personne morale organisatrice de l'opération d'autoconsommation collective demande à intégrer un nouveau client dans le périmètre de l'opération, il est impossible d'assurer, en l'état des systèmes d'information, la concomitance entre la modification de la formule tarifaire induite par le tarif proposé par la CRE et l'activation du service de récupération des courbes de charge afin de répartir les données de consommation. Il en résulte que des quantités d'électricité consommées pourront être comptabilisées comme des quantités alloproduites alors même que le consommateur n'est pas encore entré effectivement dans le périmètre de l'opération d'autoconsommation collective puisque les transmissions des courbes de charge pourraient ne pas être activées avant la modification de la formule tarifaire. Le consommateur se verrait alors facturé sur la base des nouveaux tarifs proposés (soutirages alloproduits) qui peuvent être sensiblement différents de ses anciens tarifs. Assurer une telle concomitance entre les différentes opérations nécessaires pour intégrer un consommateur dans un périmètre d'autoconsommation collective engendrerait des développements SI lourds et coûteux, qui n'apparaissent pas justifiés au regard des solutions alternatives que nous proposons.

L'obligation de basculer à l'un des nouveaux tarifs à quatre index s'avère également disproportionnée et non adaptable à la situation effective de l'autoconsommateur participant à une opération d'autoconsommation collective. En effet, les tarifs de la composante de soutirage proposés par la Commission de régulation de l'énergie sur les soutirages alloproduits s'appliquent indifféremment selon que ces volumes représentent 1% ou 99% de la consommation de l'autoconsommateur. Inévitablement, ces tarifs ne pourront pas être fixés adéquatement puisqu'ils sont censés traiter des situations très différentes :

- Un autoconsommateur dont les volumes autoproduits représenteraient 1% de sa consommation serait fortement défavorisés par les tarifs proposés, par rapport aux tarifs standards.
- A l'inverse, un autoconsommateur dont les volumes autoproduits représenteraient 99% de sa consommation serait fortement favorisés par les tarifs proposés puisqu'ils ne participeraient pas assez au financement des services apportés par le réseau.

Pour toutes ces raisons, nous proposons donc, conformément à notre réponse apportée à la question n°3, l'application :

- D'une composante de soutirage standard sur les consommations alloproduites
- D'une composante spécifique autoconsommation en fonction de la puissance installée et de la puissance souscrite (cf question n°3).

Cette distinction aurait le mérite, tout en simplifiant grandement la facturation et les problématiques SI, d'apporter de la lisibilité, de renforcer le signal prix et de faire participer l'ensemble des consommateurs au financement des services apportés par les réseaux publics.

<b>Question n°6 : êtes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?</b>
---

Réponse : Afin de refléter les coûts de gestion de telles opérations d'autoconsommation collective, nous sommes favorables à l'instauration d'une composante de gestion majorée par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération. La majoration de 50% pour l'autoconsommation collective – à l'instar des autoconsommateurs individuels – s'avère faible eu égard aux coûts de gestion bien supérieurs pour une opération d'autoconsommation collective par rapport à une opération d'autoconsommation individuelle.

Comme le relève la Commission de régulation de l'énergie, certains coûts (développement SI par exemple) seront mutualisés entre toutes les opérations d'autoconsommation collective. Les opérations d'autoconsommation collective devraient connaître un développement plus mesuré que les opérations d'autoconsommation individuelle, ce qui renchérira le coût de gestion unitaire par opération d'autoconsommation collective.

A contrario, si la solution que l'on propose qui consiste à instaurer une composante « autoconsommation » est retenue, la majoration proposée par la Commission de régulation ici serait d'un niveau adéquat.

<b>Question n°7 : êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?</b>
--

Réponse : Sans objet.